

MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE,
DE LA PROMOTION DE LA FEMME,
DE LA PROTECTION DE L'ENFANT
ET DES PERSONNES AGEES

MINISTERE DE LA JUSTICE

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberte-Patrie

M.A.S.P.F.P.E.P.A.
Secrétariat du Cabinet
Arrivée le..... 09 SEP. 2008
Enregistré sous le N°..... 1465

DÉCRET N° 2008-103/PR
relatif à la procédure d'adoption d'enfants au Togo

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint de la ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2007- 017 du 6 juillet 2007 portant code de l'enfant ;

Vu le décret n° 2007-131/PR du 03 décembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2007-132/PR du 13 décembre 2007 portant composition du gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1^{er} : Le présent décret précise les modalités d'application du code de l'enfant en matière d'adoption.

Article 2 : La procédure d'adoption comprend les phases de délivrance de l'agrément, du placement et du prononcé de l'adoption.

CHAPITRE I^{er} - LES CONDITIONS DE L'ADOPTION

Section 1^{ère} : Les conditions à remplir par les adoptants

Article 3 : Les futurs adoptants doivent obtenir l'agrément du ministre chargé de la protection de l'enfant.

Article 4 : Sont considérés comme futurs adoptants, les personnes visées aux articles 63 à 66 du code de l'enfant, qu'elles résident habituellement au Togo ou non.

Lorsque, par application des articles 73, alinéa 4 ou 177 du code de l'enfant, le juge des enfants ou à défaut le président du tribunal de première instance a confié un ou plusieurs enfants à une personne et si les liens affectifs qui se sont établis entre eux justifient cette mesure, la personne gardienne de l'enfant est considérée comme futur adoptant.

Article 5 : L'agrément prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est accordé pour cinq ans, dans un délai de six (6) mois, par le ministre chargé de la protection de l'enfant, sur le rapport du comité national d'adoption d'enfant au Togo après étude du dossier du requérant.

Le délai mentionné à l'alinéa précédent court à compter de la date à laquelle la personne confirme sa demande d'agrément dans les conditions fixées par le présent décret.

L'agrément devient caduc dès l'arrivée au foyer d'un ou de plusieurs enfants.

Article 6 : La demande d'agrément est adressée par lettre recommandée avec accusée de réception au ministre chargé de la protection de l'enfant.

Si le demandeur ne réside pas sur le territoire de la République Togolaise, il peut s'adresser à la représentation diplomatique ou consulaire du Togo dans son pays de résidence ou à l'autorité centrale chargée de l'adoption dans son pays conformément aux conventions internationales en vigueur entre les deux Etats en la matière.

Article 7 : Le comité national d'adoption d'enfants au Togo informe les demandeurs d'agrément dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de leur demande par le ministre chargé de la protection de l'enfant :

- a) des dimensions psychologique, éducative et culturelle de l'adoption pour l'enfant et les parents adoptifs ;
- b) de la procédure administrative et de la procédure judiciaire de l'adoption préalable fixée par la présente section, et notamment des dispositions relatives :
 - à la procédure de délivrance d'agrément ;
 - au droit d'accès des intéressés à leur dossier ;
 - à la possibilité de demander que des investigations soient accomplies une seconde fois par d'autres assistants sociaux, éducateurs spécialisés ou psychologues ;
- c) de l'effectif, de l'âge, de la situation des enfants proposés à l'adoption ainsi que des conditions d'admission à ce statut ;
- d) des principes régissant l'adoption internationale et résultant notamment des conventions internationales auxquelles le Togo est partie et de la coopération en matière d'adoption internationale, des spécificités afférentes à l'adoption d'enfants étrangers et des institutions togolaises compétentes en matière d'adoption internationale ;
- e) des règles de fonctionnement du comité national d'adoption d'enfants au Togo et des organismes habilités à accueillir des enfants ;

- f) du nombre de demandeurs et de personnes agréées ;
- g) de l'existence et du type de renseignements contenus dans le fichier des décisions relatives à l'agrément mis en place par le ministre chargé de la protection de l'enfant.

Lors du premier entretien, il est remis aux intéressés un questionnaire établi selon un modèle type fixé par arrêté du ministre chargé de la protection de l'enfant.

Article 8 : Un document récapitulant ces informations doit être remis aux personnes.

A la réception de ces informations, l'intéressé fait parvenir au ministre chargé de la protection de l'enfant, qui le transmet au comité d'adoption pour étude et avis, la confirmation de sa demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il peut y préciser ses souhaits, notamment en ce qui concerne le nombre et l'âge des enfants qu'il désire accueillir.

Article 9 : La confirmation de la demande d'agrément doit comporter :

- une copie intégrale de son acte de naissance et, de son livret de famille ;
- un bulletin n° 3 de casier judiciaire ;
- un certificat médical datant de moins de trois mois, établi par un médecin figurant sur une liste fixée par décision du ministre chargé de la protection de l'enfant sur proposition du ministre de la santé, attestant que son état de santé, ainsi que celui des personnes résidant à son foyer, ne présente pas de contre-indication à l'accueil d'enfants en vue d'adoption ;
- tout document attestant les ressources dont il dispose ;
- le questionnaire remis lors du premier entretien dûment complété.

Article 10 : Le ministre chargé de la protection de l'enfant s'assure des conditions d'accueil offertes par le demandeur sur les plans familial, éducatif et psychologique. Pour ce faire, il fait procéder par les services sociaux et à la diligence du comité d'adoption, à des investigations comportant notamment :

- une évaluation de la situation familiale, des capacités éducatives ainsi que des possibilités d'accueil en vue d'adoption d'un enfant ;
- une évaluation, confiée à des psychologues territoriaux eux-mêmes professionnels relevant d'organismes publics ou privés habilités ou à des médecins psychiatres, du contexte psychologique dans lequel est formé le projet d'adoption.

Article 11 : Les évaluations sociales et psychologique donnent lieu chacune à deux rencontres au moins entre le demandeur et le professionnel concerné. Pour l'évaluation sociale, l'une des rencontres au moins a lieu au domicile du demandeur.

Le demandeur est informé du déroulement de l'évaluation et peut prendre connaissance de tout document figurant dans son dossier et des documents établis à l'issue des investigations menées en application des alinéas précédents.

Les erreurs matérielles figurant dans ces documents sont rectifiées de droit à sa demande écrite. Il peut, à l'occasion, faire connaître par écrit ses observations sur ces documents et préciser son projet d'adoption. Ces éléments sont transmis au comité d'adoption.

Article 12 : Le demandeur est informé de la possibilité d'être entendu par le comité d'adoption sur sa propre demande ou à la demande d'au moins deux membres.

Le comité d'adoption rend son avis hors la présence du demandeur et, le cas échéant, de la personne qui l'assiste.

Cet avis est transmis au ministre chargé de la protection de l'enfant avec copie de toutes les pièces susceptibles d'éclairer sa décision.

Article 13 : L'agrément est délivré par arrêté du ministre chargé de la protection de l'enfant.

Article 14 : Toute personne titulaire de l'agrément doit confirmer au comité d'adoption, chaque année et pendant la durée de validité de l'agrément, qu'elle maintient son projet d'adoption, en précisant si elle souhaite accueillir un enfant en vue d'adoption.

Lorsque l'intéressé confirme son souhait d'accueillir un enfant, il transmet au comité d'adoption une déclaration sur l'honneur indiquant si sa situation matrimoniale ou la composition de sa famille se sont modifiées et précisant, le cas échéant, quelles ont été les modifications.

Au plus tard, au terme de la deuxième année de validité de l'agrément, le comité d'adoption procède à un entretien avec la personne titulaire de l'agrément en vue de l'actualisation du dossier.

En cas de modification des conditions d'accueil, situation matrimoniale, ou en l'absence de déclaration sur l'honneur, le comité d'adoption peut faire procéder à des investigations complémentaires sur les conditions d'accueil et, le cas échéant, proposer au ministre chargé de la protection de l'enfant le retrait de l'agrément.

Article 15 : La personne agréée qui change de préfecture de résidence doit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, déclarer son adresse au comité d'adoption au plus tard dans le délai de deux mois suivant son emménagement, en joignant une copie de la décision d'agrément.

Section 2 : Les conditions relatives aux adoptés

Article 16 : Aux termes de l'article 68 du code de l'enfant, peuvent être adoptés :

- les enfants pour lesquels les père et mère ou le conseil de famille ont valablement consenti à l'adoption ;
- les enfants déclarés abandonnés par le juge des enfants ou à défaut le président du tribunal de première instance conformément aux dispositions de l'article 73 du code de l'enfant ;
- les enfants dont les parents ont été déchus de l'autorité parentale ;
- les enfants du conjoint ;

- les enfants victimes de catastrophes naturelles, de conflits armés, de troubles civils ou autres ;
- les enfants réfugiés, privés de leur milieu familial de façon définitive.

Article 17 : Les père et mère des enfants mentionnés au point a de l'article 68 du code de l'enfant, consentent, chacun à l'adoption de leur enfant.

Les dispositions de l'article 172 du code de l'enfant sont d'ordre public.

Article 18 : Lorsqu'il est invoqué le bénéfice de l'article 69, alinéa 2 du code de l'enfant, pour faire valoir le consentement d'un seul parent, la charge de la preuve de l'état de l'autre parent incombe au père ou à la mère qui s'en prévaut.

Lorsqu'il est invoqué le bénéfice de l'article 69, alinéa 3 du code de l'enfant, pour faire valoir le consentement du conseil de famille, la charge de la preuve de l'état des père et mère de l'enfant incombe au conseil de famille.

Dans tous les cas où le conseil de famille est appelé à se prononcer dans la procédure d'adoption, il siège et décide dans les conditions fixées par les articles 199, alinéa 2, 200, 201, 202, 203, 204, 205 et 206 du code de l'enfant.

Article 19 : La preuve du décès, de la déchéance de l'autorité parentale ou de l'impossibilité pour les père et mère de manifester leur volonté est transmise au comité d'adoption et versée au dossier de l'enfant.

Article 20 : S'agissant des enfants visés au point b de l'article 68 du code de l'enfant, le juge des enfants ou à défaut le président du tribunal de première instance statue obligatoirement sur la base des rapports d'enquêtes sociales établis dans les conditions prévues aux articles 286, 288 et 289 dudit code.

Article 21 : Peuvent être déclarés abandonnés :

- les enfants dont les parents se sont manifestement désintéressés depuis plus d'un an et recueillis par un particulier ou une œuvre sociale conformément aux articles 73 et 278 du code de l'enfant ;
- les enfants se trouvant dans l'une des situations difficiles mentionnées aux points a, b, c, d et e, de l'article 276 du code de l'enfant.

Article 22 : Pour l'application des articles 68, points c du code de l'enfant, sont considérés comme enfants dont les parents sont déchus de l'autorité parentale définie à l'article 157 du code de l'enfant :

- les enfants dont les parents ont perdu dans les conditions prévues aux articles 161, 173, 174, 175 et 176 dudit code, les pouvoirs définies à l'article 157 du même code ;
- les enfants dont la garde a été confiée à un tiers dans les conditions de l'article 177 du code de l'enfant.

Article 23 : Pour l'application de l'article 68, point d du code de l'enfant, sont considérés comme enfants du conjoint les enfants dont la filiation à l'égard du conjoint est établie conformément aux dispositions du sous-titre II du titre I du code de l'enfant.

Est considéré comme conjoint l'époux ou l'épouse au sens des dispositions y relatives du code des personnes et de la famille en vigueur au Togo.

Article 24 : Pour l'application des articles 68, points e et f du code de l'enfant, sont considérés comme victimes de catastrophes naturelles, de conflits armés, de troubles civils ou autres, ou réfugiés privés de leur milieu familial de façon définitive, les enfants se trouvant dans l'une des situations difficiles mentionnées aux points f, g, h, i, j, k, l et m de l'article 276 du code de l'enfant, appréciées, selon le cas, conformément aux articles 277, 278, 280, 281, 282, 283 et 284 du même code.

Ils sont déclarés comme tels par une ordonnance du juge des enfants ou à défaut par le président du tribunal de première instance.

CHAPITRE II - LE PLACEMENT ET LA REQUETE AUX FINS D'ADOPTION

Article 25 : Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'article 4, points a à c, et de l'article 5, lettre a de la convention de la Haye n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille.

Section 1^{ère} : Le placement en vue d'adoption

Article 26 : Le jugement du tribunal de première instance prononçant l'adoption ne peut intervenir qu'après une période probatoire minimale d'un (1) an à compter de la remise effective de l'enfant aux futurs adoptants constatée par un procès-verbal établi par le service social territorialement compétent en autant d'original que de signataires.

Une copie du procès verbal signé par les futurs adoptants et la personne qui a la garde de l'enfant est adressée au comité national d'adoption d'enfant au Togo.

Article 27 : Lorsqu'il doit être dérogé à l'obligation de l'accueil probatoire d'une (1) année conformément à l'alinéa 2 de l'article 67 du code de l'enfant ou lorsque les requérants demandent qu'il soit fait application de l'article 71 du code de l'enfant, la décision du juge doit comporter un avis motivé du comité d'adoption.

Article 28 : Dans tous les cas, et même lorsque la dérogation à l'obligation de l'accueil probatoire d'une (1) année prévue à l'alinéa 2 de l'article 67 du code de l'enfant est demandée, il ne peut y avoir de placement en vue d'adoption, pendant un délai incompressible de trois (3) mois à compter du jour où l'enfant a été recueilli, lorsque la filiation de l'enfant n'est pas établie conformément à l'article 74 alinéa 3 du code de l'enfant.

Section 2 : La requête aux fins d'adoption

Article 29 : La requête aux fins d'adoption est présentée par la personne qui se propose d'adopter, au tribunal de son domicile ou, si elle est domiciliée à l'étranger, au tribunal du domicile de l'adopté. A défaut de tout autre tribunal, le tribunal de Lomé est compétent.

Article 30 : Toute intermédiation en matière d'adoption est interdite.

Article 31 : Sous peine d'irrecevabilité, il doit être joint, à la requête aux fins d'adoption, une copie du dossier des futurs adoptants et une copie du dossier complet de l'enfant délivrée à la diligence des requérants, par le comité d'adoption.

La requête comprend :

- un extrait d'acte de naissance de l'enfant ;
- selon le cas, une expédition du ou des consentements des père et/ou mère ou du conseil de famille et établi conformément aux dispositions de l'article 72 du code de l'enfant, ou le cas échéant, de la déclaration judiciaire d'abandon prévue à l'article 73 du code de l'enfant ;
- le rapport des services sociaux établissant la situation d'abandon de l'enfant pour les besoins de la déclaration judiciaire d'abandon ;
- le cas échéant, une expédition du consentement personnel de l'enfant discernant à son adoption, conformément aux dispositions de l'article 70 du code de l'enfant ;
- l'agrément délivré par le ministre chargé de la protection de l'enfant ;
- l'ordonnance de placement en vue d'adoption ou l'ordonnance de dérogation rendue par le président du tribunal de première instance ;
- le procès-verbal de remise effective de l'enfant aux futurs adoptants ;
- la décision d'attribution d'enfant prise par le ministre chargé de la protection des enfants ;
- lorsqu'il y a lieu, les rapports d'enquêtes sociales établis dans les conditions prévues aux articles 286, 287, 288 et 289 du code de l'enfant.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'ADOPTION INTERNATIONALE

Article 32 : Les personnes résidant habituellement dans un Etat avec lequel le Togo a conclu une convention en matière d'adoption, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située sur le territoire de la République Togolaise, doivent s'adresser à l'autorité centrale de l'Etat de leur résidence habituelle.

Article 33 : Si l'autorité centrale de l'Etat de leur résidence habituelle considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport à l'intention du ministre chargé de la protection de l'enfant qui l'affecte au comité d'adoption pour étude. Ce rapport contient des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

Article 34 : Le comité d'adoption, autorité togolaise compétente pour cette matière, s'assure par des échanges d'informations avec les autorités compétentes de l'Etat étranger dont est ressortissant le ou les futurs adoptants, des garanties et normes de protection des enfants qui y sont appliquées.

Lorsque le comité d'adoption considère qu'un enfant dont l'adoption internationale est envisagée, est adoptable :

- il établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers ;
- il tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle ;
- il s'assure que les conditions et procédures prévues par le code de l'enfant, notamment les consentements visés ont été obtenus ;
- il constate, en se fondant notamment sur les rapports d'enquêtes des services sociaux, concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que la procédure d'adoption envisagée est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Article 35 : Le comité d'adoption transmet à l'autorité centrale de l'Etat de résidence habituelle des requérants son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur la procédure d'adoption en cours, dans le respect des *dispositions légales et réglementaires en vigueur au Togo, notamment celles relatives à la confidentialité de certaines informations personnelles.*

Article 36 : L'étude du dossier des requérants, d'adoptabilité de l'enfant, ainsi que les décisions administratives et judiciaires afférentes à la procédure d'adoption sont conduites conformément aux dispositions relatives à la procédure d'adoption notamment les articles 78 et suivants du code de l'enfant et des chapitres I et II du présent décret.

Article 37 : Les décisions de remise effective d'un enfant à des futurs parents adoptifs ne peuvent être prises, que ce soit pour le placement en vue d'adoption ou après le prononcé du jugement d'adoption que :

- si le comité d'adoption s'est assuré de l'accord des futurs parents adoptifs ;
- si l'autorité centrale de l'Etat de résidence habituelle des requérants a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet Etat le requiert ;
- si le comité d'adoption et l'autorité centrale de cet Etat ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive ;
- s'il a été constaté conformément au code de l'enfant que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter ;
- l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'Etat de résidence habituelle des requérants ;
- le cas échéant, si les décisions judiciaires, d'abandon ou d'adoption, n'ont pas acquis l'autorité de chose jugée.

Article 38 : Le comité d'adoption après avis favorable du ministre chargé de la protection de l'enfant et l'autorité centrale de l'Etat de résidence habituelle des requérants prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie du territoire de la République Togolaise, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'Etat de résidence habituelle des requérants.

Article 39 : Le déplacement de l'enfant du territoire de la République Togolaise vers l'Etat de résidence habituelle des requérants ne peut avoir lieu que si les conditions de l'article 37 ci-dessus ont été remplies.

Le comité d'adoption veille, en relation avec l'autorité centrale de l'Etat de résidence habituelle des requérants, à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux articles 33 et 34 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

Article 40 : Le comité d'adoption se tient informé sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire du placement en vue d'adoption prévue à l'article 74 du code de l'enfant.

Article 41 : Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'Etat de résidence habituelle des requérants, notamment dans le cas d'une adoption après un placement en vue d'adoption, et que l'autorité centrale de cet Etat considère que le maintien de l'enfant dans la famille des requérants n'est plus de son intérêt supérieur, cette autorité en informe sans délai le comité d'adoption et prend les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment :

- de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement ;
- en consultation avec le comité d'adoption, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable ;
- en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant sur le territoire de la République Togolaise, si son intérêt l'exige.

Une adoption ne peut avoir lieu que si le comité d'adoption a été dûment informé sur les nouveaux parents adoptifs et qu'une décision du ministre chargé de la protection de l'enfant, prise sur proposition du comité d'adoption, a attribué l'enfant aux nouveaux parents.

L'enfant discernant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.

Article 42 : Pour la reconnaissance de plein droit dans les autres Etats, notamment l'Etat de résidence habituelle des requérants, de la conformité de l'adoption internationale réalisée selon la procédure prévue par le code de l'enfant, dont les modalités sont précisées par le présent décret, un certificat de conformité aux conventions pertinentes est délivré, sur proposition du comité d'adoption, par le ministre chargé de la protection de l'enfant.

Ce certificat de conformité indique quand et par qui les dispositions de l'article 17, point c de la convention de la Haye, ont été accomplies.

Article 43 : Le comité d'adoption procède au suivi du bon déroulement de l'adoption en relation avec l'autorité centrale du pays de résidence de l'enfant et les services sociaux compétents.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 44 : Les frais de procédure en matière d'adoption sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection de l'enfant, du ministre chargé de la justice et du ministre chargé des finances.

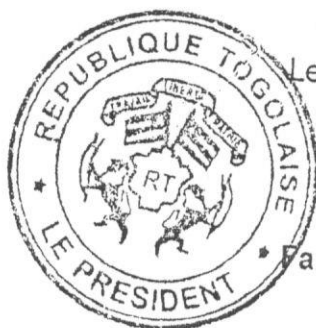
Article 45 : La ministre de l'action sociale et de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées et le garde des sceaux, ministre de la justice et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 29 JUIL. 2008

Le Premier ministre

SIGNE

Komlan MALLY



Le Président de la République

SIGNE

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le garde des sceaux,
ministre de la justice

SIGNE

Biossey Kokou TOZOUN

La ministre de l'action sociale, de
la promotion de la femme, de la
protection de l'enfance et
des personnes âgées

SIGNE

Mémounatou IBRAHIMA

Pour ampliation,
Le Directeur de cabinet
du Président de la République



Général de brigade aérienne Essofa AYEVA